

L'avion des mercenaires

message de détresse

avant de se poser en Rhodésie : « Plusieurs blessés du Congo à bord, l'un vient de succomber »

Les sanglants combats du Congo ex-belge sont terminés, annonce aujourd'hui Radio Kinshasa. Mais vendredi, après Kisangani et Bukavu, deux nouvelles provinces congolaises, le Kivu et le Kasai, ont été le théâtre de violents accrochages entre mercenaires étrangers et l'armée nationale congolaise. Trois avions chargés de mercenaires européens tués ou blessés ont quitté, la nuit dernière, les aérodromes de Kisangani et de Bukavu réoccupés par les gouvernementaux. L'un d'eux a atterri hier à Kariba (Rhodésie). On est sans nou-

velles des deux autres avions.

● A L'O.N.U., le délégué congolais a violemment accusé, devant le Conseil de Sécurité, la Belgique, l'Espagne et le Portugal de servir de bases de départ aux mercenaires.

● A ALGER, la Cour suprême étudie la demande congolaise d'extradition de Moïse Tshombé, enlevé il y a huit jours en plein ciel des Baléares. L'ex-président katangais a été condamné à mort par contumace le 13 mars dernier par un tribunal congolais.

« **N**OUS avons plusieurs blessés à bord. L'un d'eux vient de succomber. Pouvons-nous atterrir ? » C'est le dramatique message reçu cette nuit par la tour de contrôle de l'aérodrome de Kariba, en Rhodésie, à 500 kilomètres au nord de Salisbury. Quelques minutes plus tard, l'appareil, un DC-3, se posait en catastrophe sur l'aérodrome.

Deux ambulances venaient aussitôt se ranger le long de l'avion. Un médecin et des infirmières montèrent à bord ; plusieurs corps étaient allongés dans la carlingue. L'un des 12 blessés râlait, il y avait un mort.

L'avion venait de Kisangani, la capitale de la province orientale du Congo, aux mains, depuis mercredi matin, de mutins de l'armée congolaise dirigés par des mercenaires européens. Il transportait 23 blessés graves et quelques blessés légers, mercenaires et soldats

africains mutins, victimes de la sanglante bataille de Kisangani.

L'avion était entré en contact plus tôt en contact avec l'aérodrome de Ndola (Zambie) en donnant comme indicatif : « Voie de secours Congo » pour demander la direction de Kariba. Comme Ndola lui demandait s'il voulait atterrir, le pilote avait répondu : « Non, merci. Vous imaginez ce qui nous arriverait. » (La Zambie, comme le Soudan et le Congo-Brazzaville, a offert une aide matérielle au gouvernement congolais.)

L'avion est saisi

Les autorités rhodésiennes ont imposé un black-out total sur cette affaire. L'avion a été saisi. Les douze blessés ont été transportés par avion à l'hôpital de l'armée de l'Air, à Salisbury, tandis que neuf autres mercenaires se trouvant à bord de l'appareil étaient arrêtés.

Al Conseil de sécurité des Nations Unies, qui poursuit l'examen de la situation du

Congo-Kinshasa, l'ambassadeur du général Mobutu, M. Idzimbair, a confirmé implicitement la nouvelle.

« Des mercenaires blancs, a-t-il dit, se sont enfuis de Kisangani à bord des deux avions qui les avaient amenés mercredi matin à l'aube et d'un DC-3 qu'ils ont volé à la Compagnie Air Congo. » On était, la nuit dernière, sans nouvelles des deux autres avions.

De nombreux morts

Les mercenaires qui occupent l'aérodrome et une partie de la ville de Kisangani ont, en effet, été délogés, après de violents combats, qui ont fait de nombreux morts par le troisième bataillon de l'armée congolaise, annonçait hier soir Radio-Kinshasa :

« Les tués, à gage lâchés sur la ville, qui étaient malheureusement en collusion avec le sixième commando de mercenaires, dirigé par le colonel français Bob Denard, ont été encerclés et leur mouvement réduit. Certains mercenaires se seraient enfuis en camions ou même à pied.

Contre-offensive de l'armée régulière

A Bukavu, la capitale de la province du Kivu, également aux mains des insurgés, l'armée nationale congolaise a lancé « une vigoureuse contre-offensive contre les forces du mal », indique le radio congolais. Mais les mercenaires et les anciens gendarmes katangais résistent toujours.

A Bruxelles, on modère quelque peu, dans les milieux officiels et diplomatiques, l'enthousiasme des communiqués de Kinshasa. Des combats indiqués, se poursuivent dans les deux villes. Et ils se sont étendus à Kindu, autre ville de la province du Kivu, et dans l'ouest du Kasai, où des partisans de M. Moïse Tshombé se seraient soulevés à leur tour. Le pessimisme à leur égard n'est pas la seule situation ne se dédramatise encore.

M. Idzimbair a mis, cette nuit, au Conseil de sécurité, les gouvernements belge, espagnol et portugais sur la sellette : « Ils n'ignoraient pas, a-t-il dit, que des activités politiques étaient organisées sur leurs

territoires en vue de s'emparer du pouvoir au Congo et de placer Tshombé à la tête du pays.

M. Idzimbair a mis, cette nuit, au Conseil de sécurité, les gouvernements belge, espagnol et portugais sur la sellette : « Ils n'ignoraient pas, a-t-il dit, que des activités politiques étaient organisées sur leurs territoires en vue de s'emparer du pouvoir au Congo et de placer Tshombé à la tête du pays.

Un mystérieux couple français

L'ambassadeur congolais a réclamé la condamnation de l'aide apportée, selon lui, par ces pays au général qui visait à renverser le général Mobutu. Il a cité les noms de plusieurs personnes qui se seraient récemment infiltrées au Congo pour préparer l'insurrection. Il s'agit de cinq ressortissants belges et de trois Français : M. et Mme Savant. « Savant, a-t-il dit, habitait Madrid et il aurait servi d'intermédiaire entre Tshombé et les mercenaires ».

A Madrid, on indiquait hier soir qu'une organisation inter-

Alger confirme : c'est bien le Français Francis Bodenan qui a enlevé Tshombé

Le ministère de la Justice algérien a reçu hier vendredi, du Congo, la demande officielle d'extradition de Moïse Tshombé, apprend-on à Alger.

En attendant, les autorités algériennes ont relâché les deux policiers espagnols qui accompagnaient l'ancien Premier du Katanga, Luis Meana et Santiago Gonzales. Outre ces 2 hommes, 7 personnes se trouvaient à bord de l'avion (britannique) qui, entre Ibiza et Palma de Majorque, a été détourné sur l'Algérie, près d'un communiqué officiel algérien. Ces sept personnes sont M. Tshombé, les deux pilotes britanniques, Taylor et Coppleston (toujours incarcérés) ; trois Belges : M. Humbertin, M. et Mme Sigal (qui seraient arrivés à Palma le 29 juin pour créer, avec M. Tshombé, une société immobilière internationale) et enfin l'homme mystérieux, le Français Francis Bodenan, qui à lui seul aurait maîtrisé tous les autres — notamment tous armés — et obligé les pilotes à se diriger sur l'Algérie.

Divers pays enquêtent aujourd'hui pour établir si Bodenan est bien le truand français jadis incarcéré pour complicité de meurtre. « Dès que nous aurons confirmation de son identité, a déclaré hier l'ambassade de France à Alger, nous emploierons la procédure normale. » (Ce qui peut vouloir dire : demande d'extradition.)

Un passager blessé

Le communiqué algérien précise à ce sujet que lorsque Bodenan entreprit de menacer les occupants de l'avion, « un des passagers » tenta de lui résister ; Bodenan, alors, « tira pour l'intimider » ; le passager aurait été blessé — sans qu'on sache de qui il s'agissait. Le communiqué précise que cet incident a eu lieu dans l'espace aérien international, ce qui évacue la responsabilité de l'Espagne. « El Moudjahid », le quotidien algérien, a publié de son côté la photo du pistolet nuit d'un silencieux qu'utilisa Bodenan. Selon ce journal, des dossiers très compromettants pour Tshombé, rédigés par des mercenaires au Congo, auraient été découverts dans l'avion.

[En Espagne, on précise que Francis Bodenan était inscrit à l'hôtel de Mar, à Palma, en tant que gérant de la « compagnie d'urbanisme touristique SEDEFI », dont le siège se trouve au Liechtenstein et dont M. Tshombé serait le principal actionnaire avec les Belges Humbertin et Sigal.

Toujours d'après « El Moudjahid », Humbertin, ancien mercenaire, serait l'homme de confiance de Tshombé, pour le retour au pouvoir duquel il a même financé une campagne de presse. Quant à Sigal, qui se déclare lui aussi homme d'affaires, ce serait un ancien avocat, contraint de démissionner après avoir été impliqué dans une affaire louche.]

Dans l'avion de Tshombé, un « Français » tirait avec un silencieux

dit-on à Alger

ALGER, jeudi (A.F.P.).

UN certain Francis Bodeman ou Bodenan, présumé Français, et peut-être agent recruteur de mercenaires, pourrait avoir été l'instrument essentiel de l'enlèvement de Moïse Tshombé : telle est la nouvelle qui, malgré le mutisme des enquêteurs de la sécurité militaire, se répandait hier soir, à Alger.

Selon ces informations — qui n'ont pas été confirmées de source algérienne — l'opération se serait déroulée de la façon suivante : alors que le « Hawker Siddoley » transportant l'homme politique congolais volait vers Majorque, Bodeman se serait rendu dans la cabine de pilotage et aurait tiré, dans la paroi, un coup d'un revolver muni d'un silencieux, pour intimider les deux pilotes britanniques, David Taylor et Trevor Coppleston.

Ces derniers auraient alors annoncé par radio aux tours de contrôle : « Multinette à bord » et mis le cap sur Alger comme Bodenan leur en intimait l'ordre. L'homme se serait dirigé vers le fond de l'appareil, où les deux inspecteurs de police espagnols chargés de surveiller M. Tshombé buvaient de la bière, et, après avoir tiré au sol un second coup de feu, les aurait désarmés. Puis il aurait maintenu les occupants de l'appareil sous la menace de son arme, tandis que l'équipage, pensant avoir affaire à un fou, continuait à diriger l'appareil sur Alger.

El Belda (Maison Blanche) aurait alors donné l'ordre à l'avion de se poser à l'aéroport militaire de Boufarik. Tout le monde fut arrêté à l'atterrissage.

Ainsi Bodenan aurait été, selon cette version, le mystérieux « neuvième » homme de l'appareil, dont l'existence même était une énigme. Le ménage belge âgé qui accompagnait M. Tshombé, M. Charles Sigal, ancien avocat au Barreau de Bruxelles et son épouse, n'auraient joué qu'un rôle passif. Quant au rôle d'un autre Belge, Marcel Hambursin, ancien mercenaire pour les uns, négociant pour les autres, il ne serait pas clair. Un homme pouvait-il à lui seul se rendre maître d'un avion ?

L'enquête serait longue

Selon des rumeurs non confirmées, Bodenan serait « l'homme chauve » vu avec Tshombé avant le départ de l'appareil d'Alger vers Palma. La seule chose confirmée

hier à Alger c'est que le président Boumediène et le gouvernement algérien auraient été les premiers surpris de l'affaire.

L'enquête, qui semble devoir être difficile, risque, dit-on, d'être aussi fort longue. Pour le moment, seuls les deux inspecteurs de la Sécurité espagnole ont bénéficié d'un régime relativement privilégié : ils ont été présentés à leurs représentants diplomatiques, sans être pour autant libérés.

Les policiers espagnols avaient peut-être été drogués

De Madrid notre envoyée spéciale permanente Michèle CHAUDE nous téléphone :

MADRID, jeudi.

POUR enlever Moïse Tshombé, on a dû droguer les deux inspecteurs de la Sécurité espagnole chargés de protéger le leader congolais, expliquent à Madrid. Ils auraient pris, dans l'avion, une boisson qui les empêcha d'agir plus tard, au moment où l'aventurier français, organisateur présumé du rapt, ordonnait au pilote de se diriger vers Alger.

Les Espagnols se demandent d'autre part si la soudaine disparition depuis quelques jours du frère de l'ex-premier ministre Thomas Tshombé et d'une vingtaine de personnes dont d'anciens mercenaires n'est pas liée aux événements qui se déroulent actuellement au Congo.



Mme Tshombé, qui se trouve à Paris, est venue, hier à 15 heures, rendre visite à l'avocat français qu'elle a choisi pour défendre son mari, M^r René Floriot.

Mme Tshombé, malgré ses soucis et sa fatigue, reste optimiste, explique M. Munungo, ancien chef de cabinet de l'ex-président. Elle pense qu'on ne peut, pour des raisons uniquement politiques, séquestrer longtemps son mari.

Francis Bodenan (qui pourrait être le ravisseur de Tshombé) a été condamné à 12 ans de prison pour le double crime de Montfort-l'Amaury

QUAND ils apprirent qu'un Français, du nom de Francis Bodenan — qu Bodenan — avait joué un rôle actif dans l'enlèvement de Moïse Tshombé, les policiers parisiens ont aussitôt pensé qu'il pouvait s'agir de Francis Bodenan qui défraya la chronique judiciaire voici douze ans, et qui fut condamné par la cour d'assises de la Seine-et-Oise pour avoir été l'instigateur du double crime de Montfort-l'Amaury.

an. Il est parfaitement dénué de scrupules et prêt à tout. En somme, le Bodeman de l'affaire Tshombé pourrait très logiquement être le Bodenan de l'affaire de Montfort-l'Amaury.

Francis Bodenan, après avoir été policier, puis croupier, se lança à partir de 1932 dans les

affaires. Des affaires, souvent douteuses, qui lui valurent, entre autres, d'être poursuivi à Bordeaux pour escroquerie à l'assurance.

En 1934, à Paris, il fonda une société de réorganisation et entreprend de vendre à l'armée divers fournitures, notamment un stock de boîtes de graisse achetée 10 millions (de l'époque) aux surplus américains et revendu 80 millions.

Pour cette opération, il signe à un ferrailleur de la rue de la Roquette, Louis Robinard, pour 60 millions (de l'époque), de traites de cavalerie qui ne doivent pas être mises en recouvrement. Mais l'escroquerie rate. Les deux hommes se fâchent. Bodenan veut récupérer ses traites que Robinard va mettre en circulation. Et, le 1^{er} juin 1935, Robinard et son associé, Roger Seban-Laaban, sont découverts, assassinés, sur le chemin des Sept-Chênes, dans les bois de Montfort-l'Amaury.

Il n'a pas parlé

Quarante-huit heures plus tard, Bodenan est arrêté. Il ne tout.

Mais une cascade de scandales se déclenche : un fonctionnaire de police est révoqué, un député, vice-président de la commission de la Défense nationale est compromis, Jo Altié, le « roi du non-lieu » alors en prison à Tanger, assure, pour être extradé en France, avoir participé au double assassinat avec « deux autres voyous et deux bourgeois ».

C'est sans doute lui qui serait de plus près la vérité : Bodenan n'a pas participé directement au crime qui fut exécuté par des mauvais garçons de ses relations, mais il l'a séduisit.

C'est pour cela que, le 14 décembre 1937, il fut condamné à douze ans de travaux forcés. Il n'a jamais voulu dénoncer ses complices.

Mobutu demande l'assistance des Etats africains contre les « mercenaires »

KINSHASA, jeudi (Reuters).

« L'A situation est très grave dans l'est du pays », a annoncé ce matin Radio-Kinshasa, ajoutant : « Les combats font rage à Bukavu. »

La proclamation, hier, de l'état d'exception a été suivie d'une « mobilisation générale ». Tous les jeunes gens et jeunes filles de 18 à 25 ans doivent se faire enregistrer.

Des éléments de l'armée congolaise avaient pris position aux points stratégiques de la capitale congolaise, la nuit dernière, tandis qu'à 1.500 kilomètres à l'est de Kinshasa (ex-Léopoldville), la ville de Bukavu, capitale de la province du Kivu, était aux mains d'éléments mutinés de l'armée. Même situation à 500 kilomètres au nord-ouest de Bukavu, à Kisangani (ex-Stanleyville), la deuxième ville du Congo, où l'aérodrome est occupé par les rebelles.

Couvre-feu

Parmi les mesures d'urgence prises par Kinshasa, le couvre-feu a été imposé dès hier à tous les étrangers.

Le général Mobutu avait annoncé hier à la radio congolaise que « deux avions venus de l'étranger avaient déposé »

l'abdo un groupe de mercenaires étrangers à Kisangani ». Et le radio ajoutait quelques instants plus tard que d'autres mercenaires avaient été parachutés sur Bukavu. Le chef de l'Etat a précisé cette nuit dans une interview à l'agence France-Presse que « ce gang de mercenaires est composé de Belges, d'Espagnols, de Français et d'Anglais ».

O.N.U. alertée

D'après des renseignements obtenus de sources diplomatiques à Bruxelles et à Washington, il se confirme que des mercenaires, en particulier les « francophones » du sixième commando basé à Kisangani, sont effectivement entrés en dissidence. Ils encadraient des éléments rebelles de l'armée congolaise, en particulier un certain nombre d'anciens gendarmes katangais qui, comme eux, avaient servi M. Tshombé. La dissidence serait dirigée contre l'éventuelle extradition à Kinshasa de l'ancien Premier ministre.

Bruxelles a formellement démenti que des avions transportant des mercenaires aient au cours de ces derniers jours quitté la Belgique à destination du Congo.

Le Congo-Kinshasa a demandé, ce matin, l'assistance des Etats membres de l'Organisation de l'Unité africaine, à la suite de « l'agression des mercenaires étrangers ».

Dans un appel adressé au président du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le général Mobutu déclare notamment : « Après l'arrestation de Tshombé nous avons obtenu des renseignements indiquant que des commandos seraient envoyés dans notre territoire pour y fomenter des troubles et, si possible, essayer de libérer leur laquais. »